

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Dégradation de ma permanence parlementaire par la FDSEA et les Jeunes Agriculteurs

Ce Jeudi 12 Décembre, vers 21h, quelques agriculteurs, appliquant les consignes de leurs syndicats FDSEA et JA, ont déversé une vingtaine de tonnes de déchets contre la permanence du député de la Savoie, après avoir muré la porte, en protestation de mon vote de censure du gouvernement Barnier le 4 décembre dernier.

Cette censure était la réponse démocratique au coup de force du 1er ministre pour tenter de faire passer un budget avec l'utilisation du 49-3. Ce budget, qui avait supprimé tous les amendements LFI et NFP votés par le Parlement initialement, menaçait tous les Français de perte de pouvoir d'achat et d'atteintes gravissimes à tous les services publics.

Le budget censuré proposait, selon les syndicats agricoles, 400 millions d'euros hypothétiques d'aides au monde agricole. Aides promises depuis un an mais jamais apportées. Le budget NFP retoqué par le gouvernement Barnier avait prévu 750 millions d'euros.

Les partis au pouvoir ont depuis des années mis en œuvre des mesures qui détruisent notre monde paysan et nos producteurs agricoles :

- Subventionnement de la seule agriculture ultra-productiviste
- Contraintes à utiliser toujours plus de produits phytosanitaires, véritables poisons pour l'eau, l'air, les sols autant que pour la santé de ceux qui les manipulent, les dispersent ou les consomment
- Financiarisation des exploitations
- Prédation des terres et des productions par les fonds spéculatifs mondiaux
- Suppression des normes environnementales et sanitaires qui protègent les producteurs et consommateurs Français
- Soumission aux injonctions de l'UE avec les traités de libre-échange de type Mercosur qui mettent en concurrence notre modèle et les revenus des agriculteurs face à des pays où le revenu moyen agricole est 4 fois inférieur à celui de nos paysans
- Épizooties et zoonoses consécutives aux méga-élevages
- accidents du travail et maladies professionnelles surreprésentées
- Asservissement à la voracité de la grande distribution et des marchés mondiaux
- Endettement contraint par l'obligation de produire toujours plus et au moindre coût
- Mise en concurrence sauvage avec des pays sans normes et sans protections sociales
- Abandon des exploitations soumises aux catastrophes climatiques.

Rien ne va, dans ce modèle agricole, et les politiques de droite ont accéléré cette destruction massive de notre agriculture vivrière au profit d'une industrialisation financiarisée infligée à nos 400 000 exploitants, que les promoteurs de l'ultra-libéralisme forcent à disparaître, entraînant concentrations et faillites successives.

Je ne porte pas plainte, car si je dénonce la manipulation des agriculteurs par des syndicats qui servent davantage un modèle d'agro-business mortel plutôt que la survie de leurs adhérents, je mesure la détresse des agriculteurs et des agricultrices.

Je dénonce ici les organisations et partis qui s'exonèrent de leurs responsabilités de longue date dans ce désastre, et dressent des écrans de fumée en désignant à nos agriculteurs en colère celles et ceux dont les programmes sont les seuls à offrir une alternative grâce à une véritable loi d'orientation agricole pour des agriculteurs nombreux, qui nous nourrissent sainement, protègent le vivant, et vivent dignement de leur travail.

La Loi d'Orientation Agricole que défend la France Insoumise est consultable ici :
<https://lafranceinsoumise.fr/2024/04/03/>

Je remercie vivement les services et les employés de la ville qui se sont démenés toute la matinée pour déblayer la rue et la permanence des déchets et des gravats déposés.

Ma permanence est donc rouverte pour y accueillir tout le monde, y compris les agriculteurs légitimement en colère avec qui j'espère pouvoir échanger en toute sérénité.

Jean-François Coulomme

Député de la 4e circonscription de la Savoie